



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/49/10
13 juin 2006

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Quarante-neuvième réunion
Montréal, 10 – 14 juillet 2006

**RAPPORT PÉRIODIQUE SUR LA COOPÉRATION BILATÉRALE
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

Ce document comprend:

- Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds
- Les rapports périodiques bilatéraux de l'Australie, du Canada, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, de l'Espagne et de la Suède (de janvier à décembre 2005)

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

Observations

1. Les pays suivants ayant participé à des activités bilatérales ont remis un rapport périodique (voir les annexes I à VI) : l'Australie, le Canada, la Finlande, l'Allemagne, l'Italie (base de données seulement), le Japon (base de données seulement), l'Espagne (base de données seulement) et la Suède. Les agences bilatérales ont aussi fourni des données dans la base de données des rapports périodiques. L'information de la base de données bilatérales est fournie dans le rapport périodique global publié dans le programme de chiffrier électronique Microsoft Excel 2002 sur le site Intranet du Comité exécutif.

2. Le Portugal, la Suisse et les États-Unis d'Amérique n'ont pas remis de rapport périodique. Le tableau sommaire a été préparé à partir de données provenant des rapports périodiques antérieurs de ces pays ou d'inventaires de projets approuvés. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander à ces pays de remettre leur rapport périodique à la 50^e réunion car le rapport périodique des agences bilatérales offre le seul compte rendu financier permettant de savoir si les fonds approuvés ont été décaissés ou s'ils doivent être remboursés avec intérêt, s'il y a lieu.

3. La base de données (réunissant des données de projets dont l'achèvement a été rapporté par l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, le Danemark, la Hongrie, Israël, la Pologne, Singapour, la Slovaquie, l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni) comprend également des données additionnelles de rapports périodiques antérieurs d'autres pays ayant déjà été impliqués dans des activités de coopération bilatérale. Ces données sont incluses dans le rapport périodique global (UNEP/OzL.Pro/ExCom/49/9).

4. Le tableau 1 présente un sommaire de la coopération bilatérale. Plus de 101,4 millions \$US ont été approuvés pour les activités de coopération bilatérale. Le tableau révèle que 68 pour cent des activités bilatérales ont été menées à terme. Bien que la plupart des projets bilatéraux sont des projets ne portant pas sur des investissements, les agences bilatérales estiment que leurs projets entraîneront une élimination annuelle totale de 8 911 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. Les projets bilatéraux achevés et en cours ont donné lieu à l'élimination de 1 922 tonnes PAO. Le taux de décaissement pour les activités bilatérales est de 60 pour cent.

Tableau 1

SOMMAIRE ANNUEL DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Année de l'approbation	Nombre d'approbations *	Nombre achevé	Pourcentage d'achèvement	PAO à éliminer *	PAO éliminées	Pourcentage des PAO éliminées	Financement approuvé plus les ajustements (\$US)	Fonds décaissés (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés	Solde (\$US)	Décaissement prévu pour l'année en cours (\$US)	Coûts d'appui approuvés (\$US)	Ajustements des coûts d'appui (\$US)
1991	0	0	0 %	0	0	0 %	0	0	0 %	0	0	0	0
1992	18	18	100 %	0	0	0 %	2 883 669	2 883 669	100 %	0	0	0	0
1993	10	10	100 %	0	0	0 %	1 445 586	1 445 586	100 %	0	0	0	0
1994	30	30	100 %	229	243	106 %	3 205 458	3 190 374	100 %	15 084	0	0	0
1995	17	17	100 %	234	296	127 %	4 698 849	4 654 902	99 %	43 947	0	0	0
1996	26	26	100 %	218	43	20 %	3 512 121	3 422 782	97 %	89 339	0	0	0
1997	32	30	94 %	154	19	12 %	4 164 406	3 263 493	78 %	900 913	450 000	0	1 500
1998	39	36	92 %	66	21	32 %	4 485 911	4 087 852	91 %	345 328	271 295	0	0
1999	61	51	84 %	586	213	36 %	12 966 650	10 273 263	79 %	2 690 387	1 091 233	1 030 434	0
2000	29	24	83 %	943	94	10 %	4 837 561	4 789 946	99 %	47 615	43 100	543 836	0
2001	41	26	63 %	1 093	164	15 %	7 745 351	6 528 169	84 %	1 217 182	824 972	896 577	-11 754
2002	64	33	52 %	525	181	35 %	9 075 117	7 102 643	78 %	1 972 474	1 050 816	917 983	106 077
2003	32	12	38 %	209	123	59 %	6 927 400	4 595 336	66 %	2 332 064	1 754 528	743 181	58 605
2004	34	4	12 %	188	0	0 %	15 443 378	4 082 074	26 %	11 361 304	4 804 832	1 599 058	0
2005	33	1	3 %	4 466	524	12 %	19 967 990	293 614	1 %	19 674 376	5 026 080	2 126 577	0
Total	466	318	68 %	8 911	1 922	22 %	101 359 447	60 613 705	60 %	40 690 012	15 316 857	7 857 646	154 428

*Ne comprend pas les projets fermés et transférés

Comprend la préparation de projets

Retards dans la mise en œuvre

5. Vingt-neuf projets de coopération bilatérale accusent un retard, après avoir soustrait du nombre total de projets en retard les projets retirés de la liste des projets accusant un retard par décision du Comité exécutif. Les agences d'exécution bilatérales comptent 16 projets de plus accusant un retard qu'en 2004. Selon les procédures d'annulation de projets (décision 26/2), un rapport de ces projets doit être remis à la 50^e réunion afin de déterminer s'il y a eu des progrès dans l'élimination des obstacles qui causent les retards. Le tableau 2 présente les projets accusant un retard dans la mise en œuvre, par agence, pour lesquels un rapport doit être remis à la 50^e réunion.

Tableau 2

RETARD DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

Code	Agence	Titre du projet	Catégorie de délai
CUB/PHA/43/TAS/26	Canada	Plan national de gestion de l'élimination des CFC : élimination des CFC dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation (première tranche)	Retard de 12 mois
CUB/PHA/43/TAS/27	France	Plan national de gestion de l'élimination des CFC : élimination des CFC dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation (première tranche)	Retard de 12 mois
IND/PHA/42/INV/374	France	Plan d'élimination du tétrachlorure de carbone dans les secteurs de la consommation et de la production : programme de travail de 2004	Retard de 12 mois
IND/PHA/45/INV/387	France	Plan d'élimination du tétrachlorure de carbone dans les secteurs de la consommation et de la production : programme annuel de 2005	Retard de 12 mois
KEN/PHA/44/INV/37	France	Plan de gestion de l'élimination finale des CFC (première tranche)	Retard de 12 mois
MOR/FUM/29/INV/37	France	Élimination de l'utilisation du bromure de méthyle dans la production de fleurs coupées et de bananes	Retards de 12 et 18 mois
SYR/REF/29/INV/48	France	Reconversion du CFC-11 au HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication d'équipement de réfrigération commercial à Sarskisian Refrigerators	Retard de 12 mois
SYR/REF/29/INV/53	France	Reconversion du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication d'équipement de réfrigération commercial à Shoukairi et cie.	Retard de 12 mois
SYR/REF/29/INV/56	France	Réduction des émissions de CFC dans les systèmes de climatisation centrale	Retard de 12 mois
ALG/SEV/43/CPG/60	Allemagne	Élaboration d'une mise à jour de programme de pays	Retard de 12 mois
BRA/PHA/37/TRA/261	Allemagne	Plan national d'élimination des CFC : formation des mécaniciens en réfrigération dans les sous-secteurs de l'entretien d'équipement de réfrigération domestique et commercial (première tranche)	Retard de 12 mois
CUB/PHA/43/TAS/25	Allemagne	Plan national d'élimination des CFC : élimination des SAO dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation (première tranche)	Retard de 12 mois
IND/PHA/45/INV/388	Allemagne	Élimination du tétrachlorure de carbone dans les secteurs de la consommation et de la production : programme annuel de 2005	Retard de 12 mois
IRA/FOA/37/INV/152	Allemagne	Reconversion du CFC-11 à une technologie basée uniquement sur l'eau dans la fabrication de mousse de polyuréthane souple moulée à Sanayeh Dashboard Iran	Retard de 12 mois
IRA/PHA/41/INV/160	Allemagne	Plan national d'élimination des CFC : 1 ^{re} et 2 ^e tranches	Retard de 12 mois
JOR/FUM/29/INV/54	Allemagne	Élimination complète de l'utilisation du bromure de méthyle en Jordanie	Retard de 12 mois
KEN/SOL/39/INV/32	Allemagne	Reconversion du processus de nettoyage au méthyle chloroforme à des solutions de rechange sans SAO à la Kenya Power and Lighting Company	Retard de 12 mois
NAM/PHA/41/INV/10	Allemagne	Plan de gestion de l'élimination finale des CFC	Retard de 12 mois
ROM/FUM/34/INV/19	Italie	Élimination du bromure de méthyle en horticulture	Retard de 12 mois
YUG/REF/34/INV/13	Italie	Remplacement du CFC-11 par un agent de gonflement de la mousse à base de cyclopentane et du CFC-12 par un frigorigène à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs et de congélateurs domestiques à Obod Elektroindustria	Retard de 12 mois

Code	Agence	Titre du projet	Catégorie de délai
IND/PHA/42/INV/376	Japon	Plan d'élimination du tétrachlorure de carbone dans les secteurs de la consommation et de la production : programme de travail de 2004	Retards de 12 et 18 mois
NIR/SEV/38/TAS/104	Japon	Assistance pour une campagne nationale d'information, d'éducation et de communication sur la conformité au Protocole de Montréal	Retards de 12 et de 18 mois
SRL/PHA/43/TAS/26	Japon	Plan d'action national pour la conformité : programme d'encouragement destiné aux utilisateurs d'équipement de réfrigération commercial et industriel	Retard de 12 mois
ASP/SEV/34/TAS/42	Suède	Coopération régionale pour la surveillance et la réglementation de la consommation de SAO	Retard de 12 mois
GLO/SEV/41/TAS/253	Suède	Élaboration d'un guide des systèmes de récupération et de réutilisation de substances appauvrissant la couche d'ozone exploités par l'industrie	Retard de 12 mois
PHI/PHA/41/TAS/72	Suède	Plan national d'élimination des CFC dans le secteur de l'entretien : programme annuel de 2004	Retard de 12 mois
ROM/PHA/45/TAS/31	Suède	Plan national d'élimination des CFC (première tranche)	Retard de 12 mois
YUG/PHA/43/TAS/22	Suède	Plan national d'élimination des CFC (première tranche)	Retard de 12 mois
IND/REF/42/INV/370	Suisse	Plan national d'élimination de la consommation de CFC portant sur le secteur de la réfrigération : programme de travail de 2004	Retard de 12 mois

Faits saillants des activités bilatérales

6. Cinquante-cinq des 148 projets bilatéraux en cours portent sur des plans de gestion des frigorigènes ou leurs composantes. Quatorze projets visent des projets d'investissement, onze portent sur des activités d'assistance technique, neuf portent sur des projets de banques de halons, sept portent sur des activités du plan d'élimination sectoriel, onze portent sur des activités de plans d'élimination des SAO, 23 visent des activités du plan d'élimination de CFC, six portent sur des activités des plans d'élimination du tétrachlorure de carbone, deux portent sur des activités de fermeture de SAO, deux portent sur des activités de préparation de projets, trois portent sur des activités de récupération et de recyclage, deux visent des activités de renforcement des institutions, deux portent sur des activités de démonstration et un porte sur un projet de programme de pays.

Australie

7. L'annexe I propose l'exposé des faits du rapport périodique de l'Australie. L'Australie participe actuellement à la mise en œuvre de 17 projets, dont 16 projets qui représentent la contribution de l'Australie à la stratégie régionale des pays insulaires du Pacifique approuvée par le Comité exécutif en janvier 2002. Des progrès ont été réalisés dans huit de ces projets. La participation de l'Australie à ces projets visait la formation des techniciens en réfrigération et des agents de douane, et une assistance pour l'application de la réglementation sur les SAO.

Activités pour lesquelles l'annulation n'est pas envisagée

8. Le dernier projet en cours de mise en œuvre de l'Australie porte sur le programme national de gestion et de banque de halons en Inde (IND/HAL/32/TAS/281). Le Comité exécutif

a ajouté une condition à l'approbation du projet, à savoir que le décaissement ne se fera que lorsque le gouvernement de l'Inde se sera engagé à mettre sur pied, dans les six mois suivant l'aménagement du centre de régénération, une réglementation pour faciliter l'interdiction de produire et d'importer de nouveaux halons. L'Australie a informé le Comité exécutif que le responsable du Bureau de l'ozone a accepté cette condition au nom du gouvernement indien en octobre 2001, et les fonds ont ensuite été décaissés. L'Australie est ensuite intervenue à quelques reprises auprès du Bureau de l'ozone concernant l'état de la réglementation. L'Australie espère mener à terme les derniers éléments du projet et remettre un rapport d'achèvement de projet d'ici la fin de 2006, mais elle ne s'attend pas à ce que la réglementation soit en vigueur à cette date. Le Comité exécutif pourrait souhaiter déterminer si l'Australie et son partenaire, le Canada, devraient procéder à l'achèvement du projet en prenant note que plusieurs tentatives ont été faites pour obtenir la réglementation requise, et demander la remise d'un rapport périodique supplémentaire à la 50^e réunion, s'il y a lieu.

Retards dans la mise en œuvre de la stratégie régionale des pays insulaires du Pacifique

9. En ce qui concerne la communication des données en souffrance, les États fédérés de Micronésie (FSM/REF/36/TAS/01) et Tuvalu (TUV/REF/36/TAS/02) travaillent actuellement à la compilation des données. Le Comité exécutif pourrait également souhaiter demander qu'un rapport périodique supplémentaire sur ces projets soit remis à la 50^e réunion.

10. Le Kiribati, les États fédérés de Micronésie, Palau, les Îles Salomon, Tonga et Tuvalu poursuivent leurs efforts pour mettre sur pied une réglementation sur les SAO. L'Australie a demandé un suivi sur les activités des Îles Marshall (MAS/REF/36/TAS/04). Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander qu'un rapport périodique supplémentaire sur le projet soit remis à la 50^e réunion.

11. Les difficultés se poursuivent en ce qui concerne l'apport d'aide au Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02). Des activités sont en cours pour faire avancer le projet. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander qu'un rapport périodique supplémentaire sur le projet soit remis à la 50^e réunion.

Canada

12. L'annexe II propose l'exposé des faits du rapport périodique du Canada. Le Canada participe à la mise en œuvre de 19 projets bilatéraux, dont la plupart sont associés à des plans de gestion des frigorigènes. Il a mené à terme 47 autres projets et en a annulé un. Les projets bilatéraux du Canada en cours devraient aboutir à l'élimination de 360,1 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. Le Canada participe actuellement à la mise en œuvre de plans de gestion des frigorigènes au Bénin, en Bolivie, au Chili, à Saint-Kitts-et-Nevis et à Sainte-Lucie. Le Canada est aussi en voie de mettre en œuvre des projets de banque de halons en Inde (avec l'Australie), un projet de démonstration sur le bromure de méthyle au Kenya, un plan d'élimination des CFC en Jamaïque, un plan d'élimination des SAO à Cuba, deux projets d'assistance technique pour le bromure de méthyle en Jamaïque et au Mexique, un projet de démonstration sur les refroidisseurs à Cuba et la préparation de projets de plan d'élimination en Bolivie et au Burkina Faso.

13. Les activités de plan de gestion des frigorigènes dont s'occupe le Canada au Bénin, en Bolivie, au Chili et à Saint-Kitts-et-Nevis ont été retardées. Certaines de ces activités devraient être menées à terme en 2006.

Retards dans la mise en œuvre des projets

14. Un des projets canadiens figure sur la liste des projets dont la mise en œuvre accuse un retard, notamment le plan national d'élimination des SAO à Cuba (CUB/PHA/43/TAS/26). Ce retard est attribuable au changement d'agence d'exécution approuvé à la 48^e réunion.

Activités pour lesquelles l'annulation n'est pas envisagée

15. Le rapport de suivi du volet de formation des agents de douane du plan de gestion des frigorigènes au Bénin (BEN/REF/32/TRA/08) est retardé à l'heure actuelle jusqu'à ce que la question de la formation d'un nombre supplémentaire d'agents de douane soit réglée. De même, le volet du plan de gestion des frigorigènes portant sur la formation des inspecteurs en environnement (BEN/REF/32/TRA/11) est aussi retardé. Le Secrétariat du Fonds a été informé que la retraite de l'Administrateur du bureau national de l'ozone et le fait que son successeur n'ait pas encore été nommé retardent davantage le règlement du problème. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander qu'un rapport périodique supplémentaire sur ces projets soit remis à la 50^e réunion.

16. Le Canada a indiqué qu'il restait encore plusieurs activités à achever dans le cadre du projet de gestion et de banque des halons en Inde (IND/HAL/32/TAS/278), en plus de l'exigence d'interdire l'importation des halons discutée dans le cadre du rapport périodique de l'Australie. Les activités visées sont : un rapport sur l'entretien de tout l'équipement et la reprise de la formation de tout le personnel, la création d'un groupe de gestion des halons, la création d'un groupe des utilisations essentielles et la formation de tous les principaux utilisateurs de halons sur la mise hors service des halons, et la collecte, le stockage et le transport de halons. La 50^e réunion du Comité exécutif pourrait souhaiter déterminer si le Canada et son partenaire, l'Australie, devraient procéder à l'achèvement du projet, en prenant note des nombreuses tentatives d'obtenir la réglementation requise et/ou demander un autre rapport périodique, selon qu'il convient.

Finlande

17. L'annexe III propose l'exposé de faits du rapport périodique de la Finlande. La Finlande a achevé trois projets bilatéraux et procède actuellement à la mise en œuvre de deux activités de plan de gestion des frigorigènes au Panama, qui devraient être achevées en 2006.

France

18. L'annexe IV propose l'exposé de faits du rapport périodique de la France. La France participe à la mise en œuvre de 29 projets bilatéraux, et a déjà à son actif 57 projets achevés et deux projets annulés. Onze des projets en cours de la France sont des projets d'investissement, à savoir : quatre projets d'élimination des CFC à Cuba, en Iran et au Kenya, deux projets d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde, deux projets de réfrigération en Syrie, deux

projets de refroidisseurs en Côte d'Ivoire et en Syrie et un projet d'investissement sur le bromure de méthyle au Maroc. La France est en voie de mettre en œuvre un plan de gestion des frigorigènes en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, en République démocratique populaire du Laos, au Madagascar, en Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda. La France est également en train de mettre en œuvre une banque de halons en Iran et des projets de récupération et de recyclage au Liban et au Maroc. Le projet d'élimination des SAO à Cuba a été annulé en 2006. La France est impliquée dans des projets en cours qui devraient aboutir à l'élimination de 1 783,6 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. Tous les projets se déroulent comme prévu, sauf les projets mentionnés précédemment.

Retards dans la mise en œuvre de projets

19. Huit projets bilatéraux de la France figurent sur la liste des projets dont la mise en œuvre accuse un retard, notamment le plan national d'élimination des SAO à Cuba (CUB/PHA/43/TAS/27), deux projets d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde (IND/PHA/42/INV/374, IND/PHA/45/INV/387), le projet d'élimination finale des CFC au Kenya (KEN/PHA/44/INV/37), le projet d'élimination du bromure de méthyle au Maroc (MOR/FUM/29/INV/37) et trois projets de réfrigération en Syrie (SYR/REF/29/INV/48, SYR/REF/29/INV/53 et SYR/REF/29/INV/56).

En attente d'une réponse aux observations du Secrétariat

20. Le Secrétariat était toujours en attente d'une réponse à ses observations sur le rapport périodique de la France au moment de la préparation du présent document. Le Secrétariat du Fonds a soulevé des questions sur les projets suivants :

- a) Aucune nouvelle information n'a été fournie sur les activités de plan de gestion des frigorigènes mises en œuvre par la France en République centrafricaine (CAF/REF/34/TRA/09, TAS/10, TAS/11 et TRA/12) mais le niveau de décaissement a augmenté.
- b) Les remarques au sujet des programmes de travail de 2005 pour le plan d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde (IND/PHA/42/INV/374 et IND/PHA/45/INV/387) sont les mêmes qu'en 2004 mais il n'y a eu aucun décaissement en 2004 et en 2005, et le projet doit maintenant être mené à terme avec deux ans de retard.
- c) La seule activité mentionnée pour le projet de banque de halons en Iran (IRA/HAL/38/TAS/49) est une soumission en public pour l'embauche d'un nouveau coordonnateur de projet. Le projet a été approuvé en juillet 1999 et doit maintenant être mené à terme avec 40 mois de retard.
- d) Il n'y a eu aucun progrès dans le plan de gestion des frigorigènes de la Côte d'Ivoire (IVC/REF/24/TAS/10) approuvé en mars 1998 ni dans le volet de surveillance du plan de gestion des frigorigènes (IVC/REF/37/TAS/16) approuvé en juillet 2002. Il est entendu qu'il y a eu de l'instabilité politique mais une autre agence d'exécution a réussi à faire avancer un projet en Côte d'Ivoire en 2005.

- e) En ce qui concerne le projet de refroidisseurs en Côte d'Ivoire (IVC/REF/37/INV/17), la somme de un million \$US a été allouée à ce projet depuis juillet 2002 et aucun fonds n'a encore été décaissé. Les commentaires de la France sur ce projet révèlent toutefois que le projet sera réactivé en l'associant au projet de démonstration sur les refroidisseurs.
- f) En ce qui concerne le réseau de récupération et de recyclage au Liban (LEB/REF/23/TAS/21), la France a indiqué que le gouvernement du Liban a décidé de retarder le projet afin de le mettre en œuvre avec le plan national d'élimination. Cependant, le plan national d'élimination a été approuvé en décembre 2004 alors que le réseau de récupération et de recyclage a été adopté en novembre 1997.
- g) L'an dernier, la France a indiqué que la mission d'évaluation de l'ONUDI pour le projet de bromure de méthyle au Maroc (MOR/FUM/29/INV/37), approuvé en novembre 1999, aurait dû avoir lieu en février 2006. Ce projet accuse maintenant un retard de 42 mois et il ne reste que 8 pour cent du budget.
- h) Le réseau de récupération et de recyclage au Maroc (MOR/REF/23/TAS/17) a été approuvé en novembre 1997. Un pour cent des fonds seulement a été décaissé.

21. Le rapport de la France présentait aussi des problèmes de base de données, ce qui signifie que certaines données pour la France pourraient être différentes des données d'autres agences. Le Secrétariat du Fonds utilise ces données pour plusieurs autres rapports, de sorte que les problèmes de contradiction des données dans un rapport créent des problèmes de contradiction dans toutes les données du Fonds. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander à la France de remettre un rapport périodique supplémentaire sur les projets ci-dessus en cours de mise en œuvre à la 50^e réunion.

Allemagne

22. L'annexe V propose l'exposé de faits du rapport périodique de l'Allemagne. L'Allemagne participe à la mise en œuvre 48 projets bilatéraux. Elle a achevé 102 projets de plus et en a annulé deux. Les projets en cours de l'Allemagne devraient aboutir à l'élimination de 2 293,9 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. Dix-neuf des 48 projets en cours de l'Allemagne sont des projets d'investissement, à savoir : sept projets de plan d'élimination des CFC au Brésil, à Cuba (annulé à la 48^e réunion), en Iran, au Lesotho, en Namibie et au Zimbabwe, deux projets de plan d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde, trois projets de plans d'élimination sectoriels en réfrigération en Inde, trois plans d'élimination des SAO en Afghanistan, à Maurice et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, deux projets de bromure de méthyle en Jordanie et au Kenya, un projet de solvant à base de méthyle chloroforme au Kenya et un projet du secteur des mousses en Iran. L'Allemagne est également en voie de mettre en œuvre des activités de plan de gestion des frigorigènes en Angola, au Botswana, en Égypte, en Gambie, au Liberia, à Malawi, aux Seychelles, en Swaziland, en Syrie et en Zambie. Elle a reçu 42 000 \$US pour la préparation d'activités en Algérie (secteur de l'élimination). Ce projet est retardé depuis environ trois ans.

23. L'Allemagne est aussi impliquée dans la mise en œuvre d'activités de cinq banques de halons en Algérie, en Croatie, au Nigeria, en Syrie et en Afrique, d'un projet d'assistance technique pour le bromure de méthyle au Yémen et d'un projet d'assistance technique pour un plan d'élimination des SAO à Cuba. De plus, l'Allemagne est impliquée dans un projet de récupération et de recyclage en Tanzanie, un projet d'assistance technique en réfrigération en Chine, deux projets de formation pour l'élimination des CFC au Brésil, deux projets de renforcement des institutions en Angola et en Papouasie-Nouvelle-Guinée et une activité de programme de pays en Algérie.

24. Trente pour cent seulement du budget du projet de mise en œuvre du plan de gestion des frigorigènes en Angola (ANG/REF/39/TAS/04) ont été décaissés. La réglementation provisoire sur les SAO a été mise au point et le gouvernement angolais est en voie de l'approuver. L'approbation devrait être obtenue en 2006.

Retards dans la mise en oeuvre des projets

25. Neuf projets bilatéraux de l'Allemagne figurent sur la liste de 2005 des projets dont la mise en œuvre accuse un retard. L'Allemagne ne comptait qu'un seul projet en retard en 2004. Les projets suivants accusent un retard : un programme de pays en Algérie (ALG/SEV/43/CPG/60), des projets de plans nationaux d'élimination des CFC au Brésil (BRA/PHA/37/TRA/261), un projet de plan national d'élimination des SAO à Cuba (CUB/PHA/43/TAS/25), un plan d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde (IND/PHA/45/INV/388), un projet dans le secteur des mousses en Iran (IRA/FOA/37/INV/152), un projet de plan national d'élimination des CFC en Iran (IRA/PHA/41/INV/160), un projet de bromure de méthyle en Jordanie (JOR/FUM/29/INV/54), un projet sur les solvants au Kenya (KEN/SOL/39/INV/32) et un projet de plan de gestion de l'élimination finale en Namibie (NAM/PHA/41/INV/10).

Projets non visés par une surveillance dans le cadre de procédures sur les retards dans la mise en œuvre

26. Aucune information n'a été fournie au sujet du réseau de récupération et de recyclage du plan de gestion des frigorigènes en Tanzanie (URT/REF/36/TAS/14) pour l'année 2005. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander un rapport périodique supplémentaire pour ce projet.

27. Certains projets ne sont pas assujettis à une surveillance dans le cadre des procédures pour les retards dans la mise en œuvre mais devraient quand même faire l'objet d'un rapport périodique supplémentaire. À titre d'exemple, aucune information n'a été fournie sur le réseau de récupération et de recyclage du plan de gestion des frigorigènes en Syrie (SYR/REF/30/TAS/59), notamment en ce qui concerne les tâches restantes autres que l'élaboration des mesures législatives provisoires. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander qu'un rapport périodique supplémentaire sur le projet soit remis à la 50^e réunion.

Accords pluriannuels

28. L'Allemagne participe à la mise en œuvre de onze accords pluriannuels pour l'Afghanistan, le Brésil, Cuba (transféré en 2006), l'Inde (2), l'Iran, le Kenya, le Lesotho, Maurice, la Namibie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La plupart des tranches de ces accords pluriannuels se déroulent bien. Cependant, certaines tranches connaissent des retards supplémentaires qui devraient faire l'objet de rapports supplémentaires.

29. Un retard a été signalé pour le plan d'élimination des CFC (formation des agents de douane) au Brésil (BRA/PHA/37/TRA/260) jusqu'en décembre 2006, attribuable au fait que les identificateurs de frigorigènes n'ont pas été distribués lors de la formation des agents de douane en 2005. L'Allemagne a indiqué que plusieurs offres locales pour des identificateurs ont été reçues et remises au Bureau national de l'ozone mais la décision a été retardée car il semble y avoir un lien avec l'examen des contraintes d'importation et leur application qui se déroule actuellement, et que ce procédé implique plusieurs services et ministères.

30. Les deux tranches des projets d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde (IND/PHA/42/INV/375 et IND/PHA/45/INV/388) accusent un retard de 12 mois. Le plan d'élimination des CFC (secteur de l'entretien) en Inde (IND/REF/42/INV/369) accuse aussi un retard de 12 mois bien que 94 pour cent des fonds aient été décaissés. Le retard des volets sur la formation des agents de douane et sur les politiques de 2005-2007 (de 2004-2005) est partiellement attribuable au changement de personnel au ministère de l'Environnement et des Forêts et à l'Académie nationale des douanes, de l'accise et des narcotiques.

31. Les fonds de la deuxième phase du projet d'élimination des SAO à Maurice (MAR/PHA/45/INV/16) seront utilisés pour le projet de reconversion du bromure de méthyle à la minoterie, mais le mémoire d'entente du projet est en attente d'une signature depuis l'approbation du projet en avril 2005.

32. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander que des rapports périodiques supplémentaires sur les tranches des accords pluriannuels mentionnés ci-dessus soient remis à la 50^e réunion.

Banques de halons de l'Est et du Sud de l'Afrique

33. L'Allemagne est en voie de mettre en œuvre la banque régionale de halons pour les pays de l'Est et du Sud de l'Afrique (Botswana, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Namibie, Tanzanie et Zimbabwe) (AFR/HAL/35/TAS/29). Le Secrétariat du Fonds a demandé une copie du projet de plan mais l'Allemagne a indiqué que les discussions sur le plan sont toujours en cours. Le Secrétariat du Fonds a rappelé cette décision à l'Allemagne avant la date de remise du rapport périodique dans l'espoir que la réunion régionale en Angola lui permette d'acquiescer à la demande du Comité exécutif.

34. En ce qui concerne le projet pour l'Est et le Sud de l'Afrique, l'Allemagne a indiqué que les discussions avec la maison AFROX sont au point mort. AFROX est l'entreprise sud-africaine où l'équipement pour les halons était entreposé dans un conteneur. AFROX veut une promesse à l'effet que les fournisseurs de la banque de halons seront responsables de la destruction des

halons contaminés mais les pays participants refusent de la lui donner. De plus, les fonds restants du projet visent à aider les pays à effectuer la mise hors service des systèmes à base de halon 1301 et à payer les coûts du transport jusqu'à la banque de halons. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander qu'un rapport périodique supplémentaire sur le projet soit remis à la 50^e réunion.

Banque de halons en Algérie et au Nigeria

35. L'Allemagne a indiqué que l'équipement de la banque de halons de l'Algérie (ALG/HAL/35/TAS/51) a été installé le 5 août 2004 et que la banque de halon est en affaire. L'Allemagne a indiqué en 2004 que 427 kg de halon 1301 et 7 kg de halon 1211 ont été recyclés et a ajouté qu'elle avait demandé de plus amples renseignements au Bureau national de l'ozone, mais qu'aucune donnée supplémentaire n'a été reçue. L'Allemagne a aussi indiqué que le titulaire du poste d'Administrateur du Bureau national de l'ozone a changé à plusieurs reprises, ce qui a créé des difficultés dans la préparation des rapports, mais que le Bureau national de l'ozone est en voie d'examiner les données. Aucune donnée sur les activités de 2005 n'a été fournie pour le programme d'élimination sectorielle pour l'établissement d'une banque de halons au Nigeria (NIR/HAL/37/TAS/103). Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander qu'un rapport périodique supplémentaire sur le projet soit remis à la 50^e réunion.

Demande de fonds supplémentaires

36. L'Allemagne a indiqué que des fonds supplémentaires étaient demandés pour certains projets. À titre d'exemple, le Botswana a besoin d'une assistance supplémentaire pour la réglementation sur les SAO, notamment une assistance financière pour la mise à jour de son programme de pays (BOT/REF/45/TAS/09). Le Bureau national de l'ozone a demandé des fonds supplémentaires pour le projet du Swaziland sur la réglementation des SAO (SWA/REF/41/TAS/08) pour la tenue d'ateliers sur la réglementation sur les SAO et le système de permis qui lui est associé, auxquels participeront les diverses agences d'application du gouvernement et les importateurs. Dans les deux cas, les fonds pourront être partagés avec d'autres volets du plan de gestion des frigorigènes et des fonds supplémentaires pourront être obtenus par le biais des plans de gestion de l'élimination finale.

Italie

37. L'Italie est en voie de mettre en œuvre sept projets d'investissement qui aboutiront à l'élimination de 973,9 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. L'Italie a achevé quatre projets du secteur des mousses en 2004 et un projet du secteur de la réfrigération en 2005. Les trois autres projets sont en cours : un projet de réfrigération en Serbie-Monténégro et deux projets de bromure de méthyle en Chine et en Roumanie. L'achèvement de ces projets est prévu en 2006 et en 2015.

Retard dans la mise en œuvre des projets

38. Deux projets bilatéraux de l'Italie figurent sur la liste des projets dont la mise en œuvre accuse un retard : le projet d'élimination du bromure de méthyle en Roumanie

((ROM/FUM/34/INV/19) et le projet de réfrigération en Serbie-Monténégro (YUG/REF/34/INV/13).

Japon

39. Le Japon est en voie de mettre en œuvre dix projets bilatéraux et en a terminé 15. Cinq des projets en cours du Japon sont des projets d'investissement : un projet du secteur des mousses en Indonésie, deux projets de plan d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde, un projet de plan de gestion de l'élimination finale en Mongolie et un projet de réfrigération en Chine. Les projets en cours de mise en œuvre par le Japon devraient aboutir à l'élimination de 1 078,1 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. Le Japon est aussi en voie de mettre en œuvre cinq projets d'assistance technique dont quatre plans d'action nationaux pour la conformité au Sri Lanka et une assistance pour un projet de conformité au Nigeria.

Retards dans la mise en œuvre de projets

40. Trois projets bilatéraux du Japon figurent sur la liste des projets dont la mise en œuvre accuse un retard : un plan d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde (IND/PHA/42/INV/376), un projet d'assistance technique au Nigeria (NIR/SEV/38/TAS/104) et un plan d'action national pour la conformité au Sri Lanka (SRI/PHA/43/TAS/26).

Accords pluriannuels

41. Le Japon est en voie de mettre en œuvre deux accords pluriannuels en Chine, un en Inde et un en Mongolie.

42. Le Secrétariat du Fonds n'avait pas reçu de réponse à ses observations sur le rapport périodique du Japon au moment de préparer le présent document. Le Secrétariat a soulevé des questions sur les projets suivants :

- a) Aucune nouvelle information n'a été fournie pour le plan de gestion de l'élimination finale en Mongolie (MON/PHA/47/INV/10).
- b) Les remarques sur le projet d'élimination des SAO au Sri Lanka sont les mêmes qu'en 2004 (SRI/PHA/43/TAS/26, 27, 28 et 29).

43. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander qu'un rapport périodique supplémentaire sur ces projets soit remis à la 50^e réunion.

Espagne

44. L'Espagne est en voie de mettre en œuvre quatre projets bilatéraux de bromure de méthyle, dont un projet d'investissement au Brésil et trois projets d'assistance technique au Mexique, au Paraguay et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ces projets aboutiront à l'élimination de 172,8 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. L'Espagne prévoit achever ces projets en 2006 et 2007.

Suède

45. L'annexe VI propose l'exposé de faits du rapport périodique de la Suède. La Suède participe à la mise en œuvre dix projets et a achevé neuf autres projets. Les projets en cours sont les suivants : un projet sur la surveillance de la consommation de SAO en Asie, une tranche du plan de gestion de l'élimination finale pour la Croatie, deux tranches du plan national d'élimination des CFC aux Philippines avec la Banque mondiale, un plan national d'élimination des CFC en Roumanie, un projet de banque de halons en Thaïlande avec la Banque mondiale, deux projets de plans nationaux d'élimination en Serbie-Monténégro avec l'ONUDI, un projet mondial pour l'élaboration d'un guide et la préparation d'un plan de gestion de l'élimination finale en Georgie. Ces projets aboutiront à l'élimination de 13 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. La Suède prépare actuellement un plan de gestion de l'élimination finale pour la Georgie (GEO/PHA/47/PRP/19) qui devrait être présenté à la 50^e réunion.

46. Un peu plus de la moitié de la part des fonds de la Suède pour le projet de banque de halons de la Thaïlande (THA/HAL/29/TAS/120) approuvé en novembre 1999 ont été décaissés. Après la révision du projet dans son ensemble examiné par le Comité exécutif en novembre 2005, le reste de la partie de la Suède sera utilisée pour des activités supplémentaires de formation et d'assistance technique.

Retard dans la mise en œuvre de projets

47. Cinq projets bilatéraux de la Suède figurent sur la liste des projets dont la mise en œuvre accuse un retard. La Suède ne comptait qu'un seul projet sur cette liste l'an dernier. Les projets suivants accusent un retard : coopération régionale pour la surveillance et la réglementation de la consommation de SAO en Asie et dans la région du Pacifique (ASP/SEV/34/TAS/42), l'élaboration d'un guide sur les systèmes de récupération et de recyclage des substances appauvrissant la couche d'ozone exploités par l'industrie à l'échelle mondiale (GLO/SEV/41/TAS/253), le plan national d'élimination des CFC aux Philippines (PHI/PHA/41/TAS/72), le plan national d'élimination des CFC en Roumanie (ROM/PHA/45/TAS/31) et le plan national d'élimination des CFC en Serbie-Monténégro (YUG/PHA/43/TAS/22).

Accord pluriannuel

48. La Suède est en voie de mettre en œuvre quatre accords pluriannuels en Croatie, aux Philippines, en Roumanie et en Serbie-Monténégro. Des progrès ont été réalisés dans le plan de gestion de l'élimination finale en Croatie. Des modifications ont dû être apportées à l'accord entre la Banque mondiale et la Suède pour la tranche de 2005 du plan d'élimination des CFC aux Philippines.

49. La première tranche du plan d'élimination des CFC en Serbie-Monténégro (YUG/PHA/43/TAS/22) durera 12 mois de plus que prévu. Cinquante pour cent seulement des fonds du projet ont été décaissés entre l'approbation en juillet 2005 et le mois de décembre 2005. La Suède indique que ce retard est surtout attribuable aux difficultés éprouvées dans l'établissement d'un Bureau de gestion du projet en Serbie et au Monténégro. Le recrutement de personnel du Bureau de gestion du projet au Monténégro est en cours. Le Comité exécutif

pourrait souhaiter demander qu'un rapport périodique supplémentaire sur le projet soit remis à la 50^e réunion.

RECOMMANDATION

50. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note avec reconnaissance des rapports périodiques remis par les gouvernements de l'Australie, du Canada, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, de l'Espagne et de la Suède.
- b) Demander aux gouvernements du Portugal, de la Suisse et des États-Unis d'Amérique de remettre leurs rapports périodiques à la 50^e réunion du Comité exécutif.
- c) Demander aux gouvernements du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, de la Suède et de la Suisse de remettre des rapports sur les retards dans la mise en œuvre de projets à la 50^e réunion du Comité exécutif.
- d) Déterminer si l'Australie et le Canada devraient procéder à l'achèvement de leurs volets respectifs du projet de banque de halons en Inde (IND/HAL/32/TAS/281 et 278) en prenant note des nombreuses tentatives d'obtenir la réglementation requise et/ou en demandant la remise d'un rapport périodique supplémentaire pour ce projet à la 50^e réunion, selon qu'il convient.
- e) Demander un rapport périodique supplémentaire pour les projets suivants :
 - i) Projet de formation des agents de douane dans les États fédérés de Micronésie (FSM/REF/36/TAS/01) mis en œuvre par l'Australie.
 - ii) Projet de formation des agents de douane à Tuvalu (TUV/REF/36/TAS/02) mis en œuvre par l'Australie.
 - iii) Projet de formation des agents de douane aux Îles Marshall (MAS/REF/36/TAS/04) mis en œuvre par l'Australie.
 - iv) Projet de formation des agents de douane à Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02) mis en œuvre par l'Australie.
 - v) Projet de formation des agents de douane au Bénin (BEN/REF/32/TRA/08) mis en œuvre par le Canada.
 - vi) Projet de formation des inspecteurs en environnement au Bénin (BEN/REF/32/TRA/11) mis en œuvre par le Canada.
 - vii) Activités de plan de gestion des frigorigènes en République centrafricaine (CAF/REF/34/TRA/09, TAS/10, TAS/11 et TRA/12) mis en œuvre par la

France.

- viii) Plan d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde (IND/PHA/42/INV/374 et IND/PHA/45/INV/387) mis en œuvre par la France.
- ix) Projet de banque de halons en Iran (IRA/HAL/38/TAS/49) mis en œuvre par la France.
- x) Plan de gestion des frigorigènes en Côte d'Ivoire (IVC/REF/24/TAS/10 et IVC/REF/37/TAS/16) mis en œuvre par la France.
- xi) Projet de refroidisseurs en Côte d'Ivoire (IVC/REF/37/INV/17) mis en œuvre par la France.
- xii) Réseau de récupération et de recyclage au Liban (LEB/REF/23/TAS/21), mis en œuvre par la France.
- xiii) Projet de bromure de méthyle au Maroc (MOR/FUM/29/INV/37), mis en œuvre par la France.
- xiv) Réseau de récupération et de recyclage au Maroc (MOR/REF/23/TAS/17) mis en œuvre par la France.
- xv) Volet récupération et recyclage du plan de gestion des frigorigènes de la Tanzanie (RT/REF/36/TAS/14) mis en œuvre par l'Allemagne.
- xvi) Volet récupération et recyclage du plan de gestion des frigorigènes en Syrie (SYR/REF/30/TAS/59) mis en œuvre par l'Allemagne.
- xvii) Plan d'élimination des CFC au Brésil : formation des agents de douane (BRA/PHA/37/TRA/260) mis en œuvre par l'Allemagne.
- xviii) Plan d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde (IND/PHA/42/INV/375 et IND/PHA/45/INV/388) mis en œuvre par l'Allemagne.
- xix) Plan d'élimination des CFC (secteur de l'entretien) en Inde (IND/REF/42/INV/369) mis en œuvre par l'Allemagne.
- xx) Plan d'élimination des SAO en Maurice (MAR/PHA/45/INV/16) mis en œuvre par l'Allemagne.
- xxi) Banque régionale de halons pour les pays de l'Est et du Sud de l'Afrique (Botswana, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Namibie, Tanzanie et Zimbabwe) (AFR/HAL/35/TAS/29) mis en œuvre par l'Allemagne.
- xxii) Projet de banque de halons en Algérie (ALG/HAL/35/TAS/51) mis en

œuvre par l'Allemagne.

- xxiii) Projet de banque de halons au Nigeria (NIR/HAL/37/TAS/103) mis en œuvre par l'Allemagne.
- xxiv) Plan de gestion de l'élimination finale en Mongolie (MON/PHA/47/INV/10) mis en œuvre par le Japon.
- xxv) Projet d'élimination des SAO au Sri Lanka (SRI/PHA/43/TAS/26, 27, 28, et 29) mis en œuvre par le Japon.
- xxvi) Plan d'élimination des CFC en Serbie-Monténégro (YUG/PHA/43/TAS/22) mis en œuvre par la Suède.

Annex I

PROGRESS REPORT OF AUSTRALIA

BILATERAL AGENCIES PROGRESS REPORT - AUSTRALIA

I. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

As at 31 December 2005, the Executive Committee has approved 26 activities as bilateral contributions from the Government of Australia to the Multilateral Fund. Of the US\$ 1 172 339 approved*, US\$ 650 639 has been fully disbursed. The remainder of the approved funding relates to projects approved in 2000 and 2002. Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

<u>Year</u>	<u>Amount (US dollars)**</u>
1992	34 974
1993	4 317
1994	66 800
1995	120 896
1996	423 652
1997	0
1998	0
1999	0
2000	245 700
2001	0
2002	276 000
2003	0
2004	0
<u>TOTAL</u>	<u>1 172 339</u>

** Adjusted for the return of unutilised funds.

B. Summary Data by Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

Under the Secretariat's classification system, Australia's bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved * (US dollars)
Country Programmes	-	-
Demonstration Projects	2	423,652
Institutional Strengthening	-	-
Investment Projects	-	-
Project Preparation	-	-
Technical Assistance	20	642 596
Training	3	106 091
TOTAL	26	1 172 339

* Adjusted amount - includes any adjustments for unutilised funds.

II. Project Completions since Last Report

N/A

III. Global and Regional Project Highlights

N/A

IV. Completed and Ongoing Projects

All of the Government of Australia's bilateral activities are considered non-investment projects.

Of the 26 approved activities, the Government of Australia has completed 7 and 17 are classified as ongoing. 16 of Australia's ongoing projects consist of Australia's contribution to the Pacific Island Countries Regional Strategy approved by the Executive Committee in January 2002.

One project, *Replacement of methyl bromide with non- ozone depleting substances in grain storage*: KEN/FUM/21/DEM/12 was cancelled at the 30th Meeting of the Executive Committee and the undisbursed balance of US\$91 869 was returned for reprogramming on 29 June 2000. A Project Cancellation Report was submitted to the 32nd Meeting of the Executive Committee. Another project, *Implementation of the RMP: Programme for the recovery and recycling of CFC 12 refrigerant*: VIE/REF/34/TAS/34 was transferred to UNDP for implementation as Australia could not reach agreement with UNDP on implementation modalities.

Brief progress reports on the Government of Australia's 17 ongoing investment activities are provided below.

IND/HAL/32/TAS/281: National Halon Management and Banking Programme

The 32nd Meeting of the Executive Committee approved IND/HAL/32/TAS/281 in December 2000. This project is being implemented jointly with the Government of Canada in India.

Under the terms of the agreement with the Multilateral Fund, legislation to ban import and production of new halon in India was required to be in place 6 months after the set up of the Halon Bank. We are currently awaiting confirmation of the status of this legislation.

First disbursements for this project occurred in 2002. As at 31 December 2004, US\$ 207 600 had been disbursed. Please note that the planned completion date for the project was changed from January 2004 to July 2004.

The halon reclamation facility was established in 2003. Implementation of the following activities was planned for completion in 2004:

- *Data collection for input into the national critical halon users database*; awaiting status report;
- *Technical assistance for the collection, storage and transportation of halon from non-critical users to the Bank*: development and implementation of national program underway, awaiting status report.

Australia (and Canada) provided additional status reports with respect to this project as it is classed as a project with an implementation delay (UNEP/OzL.Pro/ExCom/48/16). As reported, the NOU had committed to complete pending work by March 2006. However,

since then, the NOU requested, and was granted, an extension until the Meeting of the Parties (October 2006).

FSM/REF/36/TAS/01; FSM/REF/36/TAS/02; KIR/REF/36/TAS/02; KIR/REF/36/TAS/03; MAS/REF/36/TAS/02; MAS/REF/36/TAS/04; SOI/REF/36/TAS/02; SOI/REF/36/TAS/04; TON/REF/36/TAS/01; TON/REF/36/TAS/03; TTR/REF/36/TAS/01; TTR/REF/36/TAS/02; TUV/REF/36/TAS/02; TUV/REF/36/TAS/04; VAN/REF/36/TAS/02; VAN/REF/36/TAS/04. Regional Strategy for the Implementation of the Montreal Protocol in Pacific Island Countries.

The 36th Meeting of the Executive Committee approved the *Regional Strategy for the Implementation of the Montreal Protocol in Pacific Island Countries* in March 2002. This project is being jointly implemented by Australia and UNEP. The project is due to be completed in 2005.

Australia is responsible for the following components of this project:

1. training programme for refrigeration technicians including MAC recovery and recycling equipment; and
2. assistance for enforcing ODS regulations and training programme for customs officers.

Eight train-the-trainer workshops on “Good Practices in Refrigeration” have been successfully conducted, completing the first phase of Australia’s component of the Regional Strategy. All participating countries were involved in these workshops.

The second milestone is dependant upon each participating country first implementing appropriate ODS regulations. In that regard:

- model regulations and UNEP publications “ODS Import/Export Licensing Systems – Resource Module” and “Regulations to Control ODS: A Guidebook” were circulated to each country participating in the strategy during 2002; and
- country-specific advice on the detail of their ODS Regulations has been provided to each participating country.

Approval of ODS regulations has been completed only in the Marshall Islands. The cause of delays in implementing regulations in other Pacific participants varies, countries report that delays are due to ongoing reviews of overarching Environment Acts and problems with limited personnel at the law-making authorities. UNEP and SPREP will continue to support countries effort to establish ODS regulation and expect that more will be forthcoming within 2006.

As the second phase of the project is dependant upon each participating country first implementing appropriate ODS regulations, the Marshall Islands is the first country to undertake the “training programme for customs officers” which took place in the Marshall Islands from 26-30 April, 2005.

V. Status of Project Preparation, by country

N/A

VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)

N/A

Annex II

PROGRESS REPORT OF CANADA

2005 Status on Canada's Bilateral Activities

I. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

As of December 31st 2005, the Executive Committee has approved 68 activities as bilateral contribution from the Government of Canada to the Multilateral Fund. Of the US \$7,944,695 approved as bilateral contributions from Canada, US \$6,269,957 has been disbursed including completed projects. Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

Year	Amount*
1993	\$649,500.00
1994	\$536,270.00
1995	\$50,000.00
1996	\$761,685.00
1997	\$853,950.00
1998	\$548,710.00
1999	\$727,040.00
2000	\$917,251.00
2001	\$878,582.00
2002	\$525,450.00
2003	\$412,959.00
2004	\$682,825.00
2005	\$400,473.00
TOTAL	\$7,944,695.00

*Adjusted for the return of unutilized funds

B. Summary Data by type (CPG, DEM, INS, INV,PRP, TAS,TRA)

According to the Secretariat's classification system, Canada's bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved (US dollars)*
Country Programmes		
Demonstration Projects	4	\$784,464
Institutional Strengthening		
Investment Projects	8	\$990,080
Project Preparation	5	\$92,400
Technical Assistance	31	\$4,296,669
Training	20	\$1,781,082
TOTAL	68	\$7,944,695

*Adjusted for the return of unutilised funds

II. Project Completions Since Last Report

Since the last progress report, Canada technically completed 4 projects.

III. Global and Regional Project Highlights

The following provides highlights of a few selected projects.

Bolivia: RMP

Training of refrigeration technicians was completed in June 2005. 118 customs officers have been trained in ODS import controls and ODS identification kits were distributed in Feb. 2005. Public awareness activities commenced in 2004 and will be completed by April 2006. Phase 1 of R&R equipment delivered in March 2005 and Phase 1 R&R technician training was completed in Dec. 2005.

Chile: RMP

Over 1,600 technicians have been trained and 7 local training institutions have been equipped with modern refrigeration servicing equipment, with Refrigeration Good Practices incorporated into their curricula. ODS control legislation was recently approved, thus allowing for R&R activities to commence in 2006. UNEP is responsible for carrying out the Training of Customs Officers and Public Awareness components of the RMP.

Cuba TPMP

The Canadian component of the TPMP was initiated at the end of 2004 with the implementation of the first phase of public awareness activities and the first phase of the procurement of tools and recovery and recycling machines (R&R). First phase of R&R equipment shipped in May 2005. A total of 63 portable R&R machines, one transportable CFC-11 recovery system and various refrigeration servicing tools were provided and distributed in Phase 1. Regarding public awareness activities, R&R and retrofitting posters and pamphlets were developed and distributed, television commercials were produced and broadcasted, and stickers for retrofitted equipment were distributed.

Jamaica: CFC Terminal Phase-Out Management Plan (TPMP)

This project is implemented in cooperation with UNDP. The Canadian component of this project includes mostly activities for further training of refrigeration technicians and customs officers, recovery and recycling and the development of a code of good practice for refrigeration. In 2002, the code of good practice was completed and distributed to refrigeration technicians through various awareness raising workshops. Amendments to the Ozone Act were passed, making the certification of technicians in good practices mandatory. A refresher course for customs officers was held. Phase II of the Canadian component began in late 2004 and was completed in December 2005, including the completion of additional customs officer training, procurement of R&R equipment and training, and refresher courses on good refrigeration practices.

IV. Completed and On-going Projects

Of the 68 activities approved to date, 47 have been completed, one was closed, one was transferred to another agency and the remaining 19 are on-going.

V. Status of Project preparation, by country

Bolivia TPMP Preparation:

Canada is currently working with Bolivia on the implementation of its RMP, scheduled to be completed by the end of the first semester of 2006. Based on Decision 45/54 Bolivia requested Canada to solicit project preparation funding for its Terminal CFC Phase-out Management Plan at ExCom 47. Project preparation work is at its initial phase. An agreement and work plan should be completed by Canada and Bolivia by May 2006 and data collection and analysis for the TPMP preparation should begin then. EC is planning to submit the project proposal to the last meeting of the ExCom in 2006.

Burkina Faso TPMP Preparation:

Canada and UNEP jointly implemented Burkina Faso's RMP from 1999 through 2003. Based on Decision 45/54 Burkina Faso requested Canada and UNEP to solicit project preparation funding for its Terminal CFC Phase-out Management Plan at ExCom 47. Project preparation work is presently at its initial phase, with an MOU having been signed between UNEP and Burkina Faso, as well as a formal agreement between Canada and Burkina Faso. National consultants began data collection in March 2006 and an international consultant will be selected by June 2006. EC and UNEP are planning on submitting the final project proposal for last meeting of the ExCom in 2006. Canada and UNEP will implement the project jointly.

VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)

n/a

Annex III

PROGRESS REPORT OF FINLAND

2005 Status on Finland's Bilateral Activities

I. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

As of December 31st 2005, the Executive Committee has approved 5 activities as bilateral contribution from the Government of Finland to the Multilateral Fund. Of the US\$ 451,870 approved as bilateral contributions from Finland, US\$ 302,026 has been disbursed including completed projects.

This does not include the project ETH/REF/23/TRA/04 that has been transferred in March 2000.

Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

Year	Amount in US\$
1997	103,440
1998	225,430
1999	20,000
2000	0
2001	103,000
TOTAL	451,870

B. Summary Data by type (CPG, DEM, INS, INV,PRP, TAS,TRA)

According to the Secretariat's classification system, Finland's bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved (US dollars)
Technical Assistance	2	258,430
Training	3	193,440
TOTAL	5	451,870

II. Project Completion's Since Last Report

NIC/REF/25/TAS/06

III. Global and Regional Project Highlights

None

IV. Completed and On-going Projects

Of the 5 activities approved to date, 3 have been completed and 2 are ongoing. RMP components managed by UNEP include policy and training projects, which are not limited to the NOU mandate, but most of the cases require involvement of high-level country officers. Consequently, minimization of delays is less likely to be controlled by the Implementing Agency as far as policy issues are at stake (i.e. time

spent in coordinating with other organizations, frequent changes of directors/ministers, presidential elections, etc.). The following actions are planned in order to improve the execution the two ongoing projects:

- Panama customs (PAN/REF/29/TRA/12): In order to complete implementation of Customs Training in Panama during 2006, a new MOU under the National Phase-Out Plan is under signature by the Panamanian Customs Office. The signature of this MOU will allow having a permanent focal point within the Customs Training Department and avoid gaps due to high turn-over during 2005.
- Panama monitoring (PAN/REF/29/TAS/11): Final training activities are scheduled for the second quarter of 2006, the last Monitoring and Evaluation component of the RMP will be carried out and completed during the third quarter of 2006

V. Status of Project preparation, by country

None

VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)

None

Annex IV

PROGRESS REPORT OF FRANCE

SUMMARY NARRATIVE OF FRANCE PROGRESS REPORT UNTIL 31 DEC 2005

I. Project Approvals and Disbursements:

A. Annual Summary Data:

Until 31 December 2005, the Executive Committee (ExCom) approved 88 projects as French bilateral contribution to the Multilateral Fund. This corresponds to an Adjusted Approved Funding of US\$ 12,866,014.

5 749 565\$\$ or 44% have been disbursed altogether, of which 1,456,657 \$ in 2005.

France has increased its bilateral activities:

<u>Year</u>	<u>Approved Funding plus Adjustments (US\$)</u>
1994	235,851
1995	120,000
1996	961,572
1997	1,766,636
1998	662,250
1999	2,685,088
2000	246,837
2001	532,182
2002	1,064,500
2003	1 006 620
2004	1,686,726
2005	1,897,752
Total	12,866,014

B. Summary of Data by Project Type (CPG, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

According to the Multilateral Fund Secretariat classification, France's bilateral activities are of the following nature:

<u>Type</u>	<u>Number of Projects</u>	<u>Approved Funding plus Adjustments (US\$)</u>
Country Program (CPG)	4	133 955
Institutional Strengthening (INS)	1	38 874
Investment Project (INV)	24	7 772 698
Project Preparation (PRP)	13	320 500
Technical Assistance (TAS)	31	3 584 813
Training (TRA)	15	1 015 174
TOTAL	88	12,866,014

II. Project Completions since Last Report

The following projects have been completed in 2005:

MOR/REF/32/TAS/42	Technical assistance for cold storage equipment (training and demonstration project)
SYR/REF/29/INV/54	Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Bashar Refrigerators

We would also suggest that the project LEB/REF/28/TAS/29, "Remaining issues for a RMP and preparation of strategy and projects for reduction of CFC emissions in centrifugal chillers" be considered as COMPLETED, as no interest has been expressed in favour of this project since August 2001 when the study was completed.

IV. Performance Indicators (INV, TAS and TRA):

The Executive Committee has approved a total of 88 projects as French bilateral contribution to the Multilateral Fund. Their status is the following on 31 December 2005:

INV: 24 projects approved

- 12 projects are completed
- 11 are ongoing, and include new approvals
- 1 was cancelled (ASP/MAL/SOL/18/INV/78)

TAS: 31 projects approved.

- 17 projects are completed
- 13 are on going, and include a new approval
- 1 was cancelled (IRA/SEV/26/TAS/36)

TRA: 15 projects approved

- 10 projects are completed
- 5 are on going

V. Status of Agreements and Project Preparation by country:

The Executive Committee has approved a total of 13 project preparations as French bilateral contribution to the Multilateral Fund since 1994. All have been completed. No new preparation projects were approved in 2005.

VI. Administrative issues (Operational, Policy, Financial, and Other Issues)

A. Meetings Attended

The French GEF represented France in 3 Executive Committee meetings, 1 interagency meeting and 2 African ozone officers network meetings.

The French GEF was also present in the OEWG.

B. Co-operation

France has increased its co-operation activities in 2005, with UNEP through a joint project, and quite substantially with Germany through financial agreements. France has therefore globally increased its bilateral contribution to the Multilateral Fund. By doing so, France also broadened its scope of intervention to Eastern Africa and Asia (India, Iran).

C. Other Issues

In 2005, the French GEF on behalf of France concentrated quite some time on reactivating a certain number of projects, the goal being to accelerate implementation and the rate of disbursements. This process will be continued in 2006.

Annex I Country Development and Institutional Strengthening Unit Highlights

A. Country Programs

Since 1994, 4 Country Program preparations have been approved and completed for Mauritania, Vietnam, Madagascar and Vietnam.

B. Institutional Strengthening:

1 project was approved in 1994 and completed in 1999.

Annex II: Database of French bilateral activities carried out within the framework of the Montreal Protocol on 31 December 2005.

Annex V

PROGRESS REPORT OF GERMANY

Germany's Progress Report 2005

General remarks:

The year 2005 was the final year of the 5th triennium and therefore Germany again faced the challenge to completely allocate 20% of Germany's contribution to the Multilateral Fund through its bilateral program. With the assistance and active inputs from the Multilateral Fund Secretariat this task was again accomplished successfully, for which we are indeed very grateful.

A total of 2 new projects and 6 tranches of multiyear agreements were approved by the 45th and 47th ExCom meetings in 2005. The volume of approved funding was US \$1,855,203, completing Germany's bilateral funding commitment for the triennium of US \$11,348,664.

Jordan MB project accounting error:

Germany and Jordan discovered a discrepancy in the reported funds dispersed. A subsequent internal audit found unrelated costs mistakenly booked under this project during the years 2000 and 2001. The accounting errors were corrected and Jordan and the Multilateral Fund Secretariat were informed. The current progress report contains the corrected figures as of 31 December 2005.

Project Completion Reports:

Germany still faced problems with the compilation and submission of Project Completion Reports. However, the problems are being tackled and will be overcome in due course.

Report of Status Changes:

The status of 9 projects was changed to COM, and 6 projects were changed to FIN.

Annex VI

PROGRESS REPORT OF SWEDEN

2005 Status Report on Sweden's Bilateral Activities

1. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

The Executive Committee (ExCom) has until 31 December 2005 approved nineteen activities plus one extension project as bilateral contributions from the Government of Sweden to the Multilateral Fund. Separate tranches to National Phase out plans or Terminal Phase-out Management Plans are not included in this figure. As of 31 December 2005 funds had been disbursed for these projects as specified in the enclosed progress report.

B. Summary Data by Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

Under the Secretariat's classification system Sweden's bilateral activities, including approved multiyear tranches, are distributed as follows:

Type	Number of Projects
Country Programmes	-
Demonstration Projects	-
Institutional Strengthening	-
Investment Projects	-
Project Preparation	5
Technical Assistance	13
Training	1
TOTAL	19

II. Project Completions

The **Regional Workshop on Control and Monitoring of ODS Consumption** for the Southeast Asia/Pacific Region was approved for funding in July 2001 with equal bilateral contributions from Sweden and Japan and implemented through UNEP and SEI. The workshop was held in Thailand (Jomtien) May 2000 and was attended by ozone and customs officers from ten countries in the region. The participating countries developed a joint set of declarations and drafted national action plans for further work in their respective country. The report from the workshop was prepared by Sweden in February 2001. The project completion report prepared in coordination with UNEP was submitted 1 May 2002. The project was financially completed 27 May 2002.

Philippines NCPP preparation

At the 29th Meeting of the Executive Committee (July 2001), the Government of Sweden received approval for preparation of a government strategy to reduce and eliminate the use of CFC refrigerants for servicing and installations on site in the Philippines. Detailed discussions with the Philippine authority in charge, Department of Environment and Natural Resources, on the implementation took place May 2000. International and local consultants were contracted and in November 2000, the first meeting with the involved authorities and the private sector was conducted. A survey of current consumption and use in the sector was conducted and an RMP outline was adopted in October 2001.

The project was coordinated with the WB into a National CFC-phase-out Plan (NCPP) mainly during a data collection workshop in April 2002 and meeting in Stockholm in June 2002. The project was submitted jointly with the WB to the 38th ExCom meeting where it was approved in November 2002.

Croatia TPMP preparation

At the 36th meeting in March 2002 Sweden received approval for assisting the Government of Croatia in updating their Refrigerant Management Plan (RMP Update). A survey of current consumption and use in the sector was conducted during 2002. Due to ExCom decision regarding Terminal Phase-out Management Plans (TPMP) the Update was submitted as a TPMP, with Sweden as co-implementing agency and UNIDO as lead Implementing Agency, in January 2003 for approval at the 39th ExCom meeting.

Serbia and Montenegro NCPP preparation

At the 40th ExCom (July 2003) Sweden received approval for assisting Serbia and Montenegro in preparing a NCPP in collaboration with UNIDO. A first draft NCPP was prepared by Sweden and in Jan. 2004 discussed within the NCPP Working Group in SEM. The data collection was finalized in February 2004. The NCPP was approved at the ExCom43 in July 2004 with Sweden as co-implementing agency together with UNIDO as the lead implementing agency.

Romania NCPP preparation

In July 2004, at the 43rd Meeting of the Executive Committee, the Government of Sweden received approval for the preparation of a national CFC phase-out plan for the servicing sector in Romania. After recruitment of consultants a mission was held in November 2004. The NCPP was prepared during the autumn 2004 and was approved at the 45th ExCom meeting in April 2005.

Lao PDR

The Swedish contribution in the Implementation of the Refrigerant Management Plan for Lao PDR consists of technical assistance to prepare an import/export licensing system and was approved in July 2001). International and national consultants were contracted in April 2002. After an initial delay in the signing of agreement and data collection the project is completed, only awaiting Lao PDR's approval of the final report. The Decree for the "Control of the Import-Export and Consumption of ODS" was signed late 2003. A regulation for how the new Decree shall be implemented has been developed and the regulation was signed by the Minister in Nov. 2004. Sweden and the IC gave a number of suggestions on drafts on the regulation during 2004. An information brochure to all importers informing them about the licensing system has been finalized during 2005.

Handbook – Servicing sector

See below.

III. Global and Regional Project Highlights

A. Global Projects

Handbook – Servicing sector

At the 41st meeting of the ExCom, the Governments of Sweden and Japan received approval for developing a Handbook related to the servicing sector. A Draft outline of the Handbook with a broader perspective in accordance with the ExCom decision was developed in March 04. A first full Draft was developed in Feb. 2005 and was thereafter substantially revised twice. The text was sent for a review by UNEP/DTIE, Japan and the NOUs of Croatia and the Philippines in June 2005. Responses were received in Aug-Sept 2005. After taking into account the comments received, the layout and printing was organised. The printed version was received in February 2006 and the distribution to all NOUs and relevant agencies was organised by UNEP. The Handbook was presented at the network meeting in Pakistan in February 2006 and at the Network meeting in Georgia in April 2006. The Handbook is available at the SEI and UNEP web pages for down load.

B. Regional Projects

Regional Customs Cooperation

At the 34th Meeting of the Executive Committee, the Government of Sweden received approval for establishing a customs cooperation network in the SEAP region. At the 39th ExCom Sweden got approval for extending the project to the South Asia region. UNEP/ROAP has been contracted as implementing agency in collaboration with Sweden. A steering group is appointed for each meeting. Five successful meetings have been held for the SEAP participants and three of these meetings have been held jointly with the SA participants. The fourth joint and the final meeting will be held in Thailand in May 2006. Meetings and work tasks in between meetings have allowed for substantial capacity building of the officers involved. Some of the practical achievements so far are improved national cooperation between ozone and customs officers; improved regional information exchange such as an agreement to share information on licensed ODS importers and exporters regionally and annually. A desk study on imports and exports between the countries in the region have also been undertaken which highlighted the discrepancies between the reported figures in imports and exports and demonstrated the need to further improve the monitoring and control of ODS.

IV. Performance Indicators

N/A

V. Status of Agreements and Project Preparation, by Country

The Philippines NCPP implementation

In November 2002 ExCom approved the NCPP for the Philippines. WB is lead agency. Sweden is co-implementing agency for technical assistance activities in the servicing sector.

The Swedish funding mainly aimed to support establishment of a reclamation capacity, the establishment of a Code of Good Practice (CoP) and to support the work of the Project Management Unit (PMU).

In October 2002 a mission was conducted in order to coordinate the scheduled activities in the NCPP with the DENR and relevant authorities in the Philippines. During 2003 the national ODS legislation was revised and was approved in March 2004. Missions to assist in relation to the ODS regulation, training of trainers, equipment requirements, CoP, re-use scheme and technician certification have been conducted. The mission in January 2004 was a joint mission with the WB. The second joint mission during 2004 was held in June 2004 and invited at the mission were also the Technical work group, relevant authorities and the Swedish Embassy for a formal acceptance of the first Philippine Code of Good Practice. As of December 2004, seventy-one trainers were trained under the train the trainers Program. In Feb 2005 a mission was conducted mainly in order to finalize details of plan for re-use of CFC including reclamation facility to be operated by PARII and to present it to all refrigerant importers and also to discuss the Evaluation Officer comments resulting from an evaluation mission to Manila in Dec. 2004. Mainly due to change in staffing at POD/PMU no further mission was held during 2005. Sweden however gave comments on changes related to the servicing sector agreed on a WB mission in October 2005. A joint mission with the WB took place in March 2006 to discuss the changes in the agreement between WB and Sweden, the training component and the establishment of the pilot reclamation facility.

As of Dec 2005, the following activities were conducted: Completion of the train the trainers Program; Agreement between the DENR-EMB and PARII (delineate the roles and responsibilities of concerned sectors and authorize PARII to collect fees from refrigerant importers) reviewed and revised; PARII selected as the operator of the facility (to be confirmed in 2006); Meetings with PARII held to discuss and update proposal initially submitted to the PMU; PMU initiated procurement of the reclamation facility in Dec. 05; Code of Good Practice for RAC and MAC finalized and presented to stakeholders; Eight-thousand copies of CoP printed and disseminated to different service shops; and Notice to All Concerned Stakeholders on the CoP published in a major daily.

Croatia TPMP implementation

The assistance to Croatia in the implementation of the TPMP is jointly implemented by UNIDO and Sweden, with UNIDO as the lead implementing agency. In May 2003, Sweden met UNIDO and a representative from the Ministry at a meeting in Vienna to discuss the implementation of the TPMP. Terms of Reference for the international and national consultants were prepared during May 2003. Two international and one national consultant are contracted. The first mission to Croatia was conducted in September 2003.

During 2004 and 2005, the national ODS regulation (By-law) was revised and adopted. The reclamation equipment was delivered during autumn 2004. A mission took place in March 2005 and Sweden and the IC met with UNIDO in Vienna in September 2005 to discuss some outstanding issues. The IC conducted the training of technicians for the reclamation facilities in October 2005. In March 2006 Sweden received the final report from the national consultant.

Serbia and Montenegro NCPP implementation

The assistance to Serbia and Montenegro (SEM) to develop a NCPP for the servicing sector was completed in a joint undertaking with UNIDO during the spring 2004 and the plan was

approved in July 2004. UNIDO is the lead implementing agency for assisting in the implementation of the NCPP while Sweden is co-implementing agency with technical assistance projects in the servicing sector as requested by SEM.

A startup meeting between SEM, Sweden and UNIDO was held in September 2004. The NCPP activities were further discussed at and after a stakeholder meeting in December 2004. Term of references for an international consultant was developed and a consultant was recruited in June 2005. Two missions were held during October and November 2005 in order to involve the stakeholders and to discuss the activities to be implemented. Representatives from both Serbia and Montenegro have been involved. A survey of vocational schools was initiated during 2005 as well as the recruitment of two PMU managers.

Thailand

The Swedish contribution to the Thai Halon Management Programme consists of technical assistance. The project is being implemented by the World Bank. Sweden disbursed 100% of the Swedish contribution to the WB in May 2001.

The project has been substantially delayed. This has been mainly due to turnover of personnel at DIW and problems with finding qualified national consultants. During the autumn 2003 the project got started. After establishing the regulatory framework necessary to control consumption of halons in the country, and after completing a detailed analysis of the long-term sustainability of central halon reclamation and recycling facility, the Royal Thai Government (RTG) in 2004 concluded that a physical halon bank is not economically feasible for Thailand in the current national context. The technical assistance activities approved under the original project have more or less been finalized with a smaller balance from the Swedish part, but none of the approved investment funds have been disbursed (WB part).

Following this, Thailand and the WB has, as requested by the ExCom, submitted a revised project proposal together with a request for reallocating unspent resources to implement a revised Halon Management Program that was approved in Nov. 2005. Sweden provided input to the proposal before submission. Following comments from the MLFS on the proposal, some of the activities were decided to be covered by the balance of another ongoing halon investment project in Thailand - aiming at the phase-out of halon for fire equipment manufacturers and suppliers. This result in that USD 164.000 from the WB part of the Thai Halon Management Plan project is to be returned to the MLF.

The new halon program aim at providing enforcement of regulatory measures, training and technical assistance, demonstration of currently available alternatives for conversion of halon-based fixed fire fighting systems, and public awareness activities. The balance from the Swedish part will be used for additional training and technical assistance.

Romania NCPP implementation

The NCPP for Romania was approved at the 45th ExCom meeting in April 2005. Two International consultants were recruited in June 2005. A first meeting with the NOU and UNIDO took place in Vienna in September 2005 and the first meeting in Bucharest took place in February 2006. The PMU was thereafter established. A term of Reference for a national consultant to develop the Code of Practice has been agreed and the consultant will be recruited in May 2006.

Georgia TPMP preparation

In December 2005 at the 47th Meeting of the Executive Committee, the Government of Sweden received approval for the preparation of a Terminal phase-out management plan in Georgia. A national and an international consultant have been contracted and the first mission was undertaken in the beginning of February 2006. The national consultant is currently collecting additional data. A second mission is scheduled for early June to discuss an draft TPMP. The final TPMP will be submitted to the 50th ExCom meeting for consideration.

VI. Administrative Issues

A. Adjustments

N/A

B. Other Issues

N/A